COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N : 500-17-071972-122

DATE : Le 15 mai 2012

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE FRANÇOIS ROLLAND, juge en chef

VALÉRIE BEAUDOIN

Demanderesse

c.

CÉGEP ST-LAURENT

-et-

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DU CÉGEP ST-LAURENT INC.

Défendeurs

-et-

SYNDICAT DES PROFESSEURS DU CÉGEP ST-LAURENT

Mis en cause

**JUGEMENT RECTIFIÉ SUR REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE
POUR L'ÉMISSION D'UNE INJONCTION PERMANENTE
INTERLOCUTOIRE PROVISOIRE
Art. 751 et suivants C.p.c.**

[1] ATTENDU que la demanderesse Valérie Beaudoin (ci-après : **l'étudiante**) est inscrite à plein temps au Cégep St-Laurent;

[2] ATTENDU que l'étudiante est à compléter sa quatrième et dernière session;

[3] ATTENDU que le Cégep St-Laurent (ci-après : **le Collège**) a suspendu les cours à la suite d'un protocole intervenu avec l'Association des étudiants du Cégep St-Laurent inc. (ci-après : **l'Association**);

[4] ATTENDU que les procureurs du Syndicat des professeurs du Cégep St-Laurent, mis en cause, ont informé la Cour qu'ils n'entendaient pas comparaître pour cette procédure;

[5] ATTENDU que les procureurs de l'Association des étudiants du Cégep St-Laurent inc. ont fait parvenir au soussigné une lettre l'informant qu'ils n'entendaient pas faire de représentation orale lors de la présentation de la requête, même s'ils avaient instruction de leur client de la contester, et ce, compte tenu des motifs du jugement rendu plus tôt aujourd'hui par le juge en chef adjoint quant à l'émission d'une ordonnance d'injonction relativement à une autre étudiante du collège;

[6] ATTENDU que l'étudiante est privée de cours depuis le 20 février 2012;

[7] ATTENDU que l'Association a voté en mars dernier pour le déclenchement d'une grève générale illimitée;

[8] ATTENDU que le Collègue a convenu d'une suspension des cours, et ce, malgré une directive du sous-ministre adjoint à l'éducation à l'effet contraire;

[9] ATTENDU que le 7 mai dernier, l'Association a maintenu le vote de boycottage;

[10] ATTENDU que l'étudiante a été admise à la faculté de droit à la faculté de Sherbrooke pour l'automne 2012;

[11] ATTENDU que l'étudiante demande de réintégrer ses cours, mais ne peut le faire sans l'émission d'une injonction interlocutoire provisoire, malgré l'ordonnance d'injonction rendue par le juge Lacoursière et le juge Mongeon;

[12] ATTENDU que la demanderesse a une apparence de droit clair à l'injonction et qu'elle a démontré un préjudice sérieux et irréparable qui la favorise nettement;

[13] CONSIDÉRANT les ordonnances d'injonction interlocutoire provisoire prononcées par les juges Lacoursière, Mongeon et celles du juge en chef adjoint du 14 mai 2012, quant à une étudiante désirant poursuivre ses cours¹;

[14] CONSIDÉRANT que la position de l'Association des étudiants exprimée dans ces dossiers du Collège St-Laurent est sans fondement;

[15] CONSIDÉRANT les dispositions des articles 751 et 761 *C.p.c.* qui prévoient que :

751. L'injonction est une ordonnance de la Cour supérieure ou de l'un de ses juges, enjoignant à une personne, à ses dirigeants, représentants ou employés, de ne pas faire ou de cesser de faire, ou, dans les cas qui le permettent, d'accomplir un acte ou une opération déterminés, sous les peines que de droit.

Si, lors de la présentation de la demande d'injonction interlocutoire, le dossier est incomplet, le tribunal fixe la date de l'enquête et de l'audition et rend toutes les ordonnances nécessaires à la sauvegarde des droits des parties pour le temps et aux conditions qu'il détermine.

¹ *Audrey Duceppe c. Cégep St-Laurent & al.*, 500-17-071925-120, l'honorable André Wery, juge en chef adjoint, le 14 mai 2012.

761. Toute personne nommée ou désignée dans une ordonnance d'injonction, qui la transgresse ou refuse d'y obéir, de même que toute personne non désignée qui y contrevient sciemment, se rendent coupables d'outrage au tribunal et peuvent être condamnées à une amende n'excédant pas 50 000 \$, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an, et sans préjudice à tous recours en dommages-intérêts. Ces pénalités peuvent être infligées derechef jusqu'à ce que le contrevenant se soit conformé à l'injonction.
[nos soulignés]

[16] **PAR CES MOTIFS, le Tribunal:**

[17] **ACCUEILLE** la requête;

[18] **PRONONCE une injonction interlocutoire provisoire pour valoir jusqu'au 25 mai 2012, 23h59;**

[19] **ORDONNE** à la défenderesse, le Cégep St-Laurent de prendre tous les moyens appropriés, nécessaires et raisonnables, y compris le recours aux forces policières, pour que les cours auxquels est inscrite la demanderesse Valérie Beaudoin soient dispensés selon tout horaire à être établi par le Collège pour permettre la reprise des cours annulés depuis le 21 février 2012 et la poursuite de la session d'hiver 2012, et ce, à compter du 16 mai 2012 afin d'éviter tout retard qui aurait pour conséquence de prolonger davantage la session actuellement en cours, le tout sous réserve de son pouvoir de prendre les mesures requises afin d'assurer la protection du personnel, des étudiants et de ses biens;

[20] **INTERDIT** à la défenderesse, Association des étudiants et étudiantes du Cégep St-Laurent, ses dirigeants, officiers, ainsi qu'à tous ses membres et toute personne informée du présent jugement de poser les gestes suivants:

- I. D'empêcher l'accès, la sortie, la libre circulation par quelque moyen que ce soit, à tout pavillon, établissement et immeuble du Cégep de **St-Laurent**, à tout étudiant, professeur, chargé de cours, cadre ou employé de soutien du Cégep;
- II. D'intimider ou de menacer tout étudiant, professeur, chargé de cours, cadre ou employé de soutien du Cégep voulant entrer ou sortir des pavillons et établissements du Cégep;
- III. De manifester de quelque manière que ce soit, à l'intérieur et à l'extérieur de tout établissement du Cégep ou dans toute salle de classe, de manière à empêcher que les cours y soient dispensés ou à perturber le bon déroulement des cours.

[21] **DISPENSE** la demanderesse de fournir une caution;

[22] **CONFIE** au Cégep St-Laurent le soin de signifier sans délai la présente ordonnance par courriel et d'en informer toute personne qu'elle jugera à propos, de façon à ce qu'elle puisse s'assurer de la bonne exécution des ordonnances contenues dans le présent jugement.

[23] **LE TOUT frais à suivre.**

FRANÇOIS ROLLAND, juge en chef

Me Marie-Claude Duval
Bastien Morand associés
Pour la demanderesse

Me Henrik Ellefsen
Fédération des cégeps
Pour le Cégep St-Laurent

Association des étudiants du Cégep St-Laurent, et
Syndicat des professeurs
Absents

Date d'audience : 14 mai 2012